

APPEL A PROPOSITIONS

Préqualification ajusteur monteur

POEC 2023

Date de publication : **14 septembre 2023**

Date limite de dépôt des candidatures : **9 octobre 2023**

Envoi électronique aux adresses suivantes :

c.perrotin@opco2i.fr

SOMMAIRE

1. REGLEMENT DE LA CONSULTATION	4
Pouvoir adjudicateur : OPCO 2i.....	4
Marché à procédure adaptée.....	4
Modalité de dépôt des offres :	4
Date limite de réception des offres :	4
Date d'audition :	Erreur ! Signet non défini.
Référénts pour les renseignements complémentaires :	4
Format de la réponse attendue :	4
2. CONTEXTE.....	5
2.1. Présentation OPCO 2i.....	5
2.2. Contexte territorial.....	5
2.3. La POEC.....	5
3. OBJET DE LA CONSULTATION	6
3.1. L'action de formation	6
3.2. Détails de la formation	7
Les objectifs de la formation :	Erreur ! Signet non défini.
Compétences visées à l'issue de la formation :	Erreur ! Signet non défini.
Modules de formation à aborder :	Erreur ! Signet non défini.
Modalités de formation : alternance modules théoriques et mise en pratique	Erreur ! Signet non défini.
Les moyens pédagogiques :	Erreur ! Signet non défini.
Identification et sélection des bénéficiaires :	Erreur ! Signet non défini.
Les évaluations :	Erreur ! Signet non défini.



INVESTIR
DANS VOS
COMPÉTENCES



Période d'immersion :	7
3.3. Engagements du prestataire	10
4. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS	11

1. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur : OPCO 2I

Voir article dédié à la présentation de l'OPCO 2i et la direction régionale Nouvelle Aquitaine

Marché à procédure adaptée.

La consultation est passée sous forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles 42 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Vu l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques - NOR: ECOM1831822V (JORF n°0077 du 31 mars 2019 - texte n° 83 / Annexe 3 du code de la commande publique).

Il s'agit d'un marché mono attributaire.

Modalité de dépôt des offres :

Par courrier électronique à

c.perrotin@opco2i.fr

Date limite de réception des offres :

9 octobre 2023

Référents pour les renseignements complémentaires :

c.perrotin@opco2i.fr

Format de la réponse attendue :

- Le format de réponse doit être rédigé au format Word, il devra comprendre à minima :
- Une proposition de tarification unitaire (par exemple, par heure stagiaire ou par groupe),
- Méthodologie (maximum de 5 pages),
- Durée prévisionnelle de la formation,
- Les seuils minimum et maximum de stagiaires par groupe,
- Lieux de formation,
- Présentation générale de la structure,
- Programme de formation,
- CV des formateurs mobilisés sur cette action de formation.

2. CONTEXTE

2.1. Présentation OPCO 2i

Ses principales missions sont :

- Le conseil aux entreprises :
 - Assurer le financement des contrats d'apprentissage, et de professionnalisation, selon les niveaux de prise en charge fixés par les branches professionnelles
 - Assurer un service de proximité au bénéfice des TPE/PME, permettant :
 - d'améliorer l'information et l'accès des salariés de ces entreprises à la formation professionnelle ;
 - d'accompagner ces entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité.
 - Favoriser la transition professionnelle des salariés, notamment par la mise en œuvre du compte personnel de formation dans le cadre des projets de transition professionnelle.
- L'appui technique aux branches professionnelles, à travers :
 - La gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences,
 - L'appui dans leurs missions de certification.

L'OPCO 2i assure ses missions de proximité, à travers 12 directions régionales.

Dans le cadre de cet appel à proposition, la direction régionale 2i Nouvelle Aquitaine aura la charge du pilotage de l'action.

2.2. Contexte territorial

Dans un contexte de forte croissance, impulsé par les donneurs d'ordres aéronautiques, la société Nimrod Aérostructures située à Nouic dans la Haute Vienne (87), doit renforcer ses effectifs et plus particulièrement son pôle Assemblage.

Malgré des efforts de recrutement importants, les profils recrutés ou positionnés par les partenaires de recrutement manquent de compétences et de connaissances.

La mise en place d'une POEC permettrait d'accompagner la croissance de l'entreprise et son besoin en personnel qualifié. Une préqualification sur le métier d'ajusteur monteur suivie d'un contrat de professionnalisation en CDI pour obtenir un CQPM répondrait aux besoins de l'entreprise.

2.3. La POEC

La POE collective a été créée par la Loi Cherpion du 28 juillet 2011. Elle permet à des demandeurs d'emploi de bénéficier d'une formation nécessaire à l'acquisition des compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par un accord de branche.

La POE collective s'adresse aux demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi, indemnisés ou non.

Le parcours de formation est d'un maximum de 400 heures incluant, le cas échéant, une période d'immersion en entreprise d'une durée ne pouvant dépasser le tiers de la durée totale du parcours.

Le texte de la loi précise qu'à l'issue de l'action de formation, le contrat de travail pouvant être conclu est :

- un contrat à durée indéterminée
- un contrat à durée déterminée de douze mois minimums
- un contrat de professionnalisation de douze mois minimums
- un contrat d'apprentissage

La POE collective permet à plusieurs demandeurs d'emploi inscrits de bénéficier d'une formation nécessaire à l'acquisition des compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par une des branches professionnelles industrielles (hors agroalimentaire).

Les actions visées dans le présent cahier des charges seront financées avec le soutien du Plan d'Investissement dans les compétences (PIC).

3. OBJET DE LA CONSULTATION

3.1. L'action de formation

Cette formation s'adresse à un public de demandeurs d'emploi susceptible de présenter les aptitudes nécessaires pour intégrer cette formation et dans un second temps, une entreprise industrielle via un contrat de professionnalisation CDI pour la préparation d'un CQPM ajusteur monteur.

Nous souhaitons que l'organisme soit partie prenante de la sélection des candidats et force de proposition pour sécuriser leur « recrutement » en amont du démarrage de l'action de formation.

L'action de formation se caractérise de la manière suivante :

Préparation au métier d'ajusteur monteur	
Public visé	Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi, indemnisés ou non.

Effectif :	10
Durée estimée de la POEC (en heures/stagiaire)	400 h
Lieu de la formation	Dans l'entreprise NIMROD à NOUIC (87)
Démarrage envisagé	Début 27 novembre 2023

3.2. Détails de la formation

Les objectifs de la formation :

La formation a pour but de faire acquérir à des demandeurs d'emplois les compétences socles d'un ajusteur-monteur avant d'intégrer une entreprise du secteur en contrat de professionnalisation CDI.

A l'issue de la formation, les participants seront capables de :

- Préparer l'enchaînement des opérations de montage d'éléments mécaniques
- Procéder aux opérations d'ajustage d'éléments mécaniques
- Procéder aux opérations de montage d'éléments mécaniques
- Régler et tester la fonctionnalité du sous-ensemble

Compétences visées à l'issue de la formation :

- **Compétences visées à l'issue de la formation :**
 - Savoir être en milieu industriel
 - Appréhender la technologie générale en mécanique et réaliser des calculs professionnels
 - Savoir lire et interpréter des plans de fabrication des pièces
 - Connaître les principes de montage
 - Appréhender les alliages aéronautiques : comprendre le rôle et les fonctions des différents traitements de surface
 - Connaître les bases de la résistances des matériaux en mécanique
 - Maître en œuvre des éléments
 - Réaliser des perçages, taraudages et alésages
 - Monter et assembler une structure d'aéronefs métallique de fixations spéciales
 - Réaliser des finitions d'étanchéité et de métallisation sur une structure métallique
 - Manipuler des instruments de contrôle confirme et effectuer d'éventuelles calibrations

- Réaliser des mesures dimensionnelles

La liste des compétences n'est pas exhaustive. L'organisme de formation peut compléter le contenu de formation avec des modules favorisant l'employabilité des stagiaires.

Modules de formation à aborder :

- Calculs professionnels
 - o Conversion, surface, volume, trigonométrie
- Lecture de plans
 - o Différents formats taille de plan et vues d'un dessin technique, formes techniques, interprétation pratique
- Contrôles métrologie
 - o Manipulation des instruments de contrôles
 - o Réalisation de mesures dimensionnelles à l'aide d'équipements
- Connaissance matériaux
 - o Alliage aéronautique, contrainte et résistance
- Les différents traitements thermiques et chimiques
- Les revêtements
- La corrosion

Le programme final pourra être adapté selon le besoin de l'entreprise inscrite dans le projet.

Modalités de formation : alternance modules théoriques et mise en pratique

Les moyens pédagogiques :

Le prestataire proposera des formations permettant l'acquisition de compétences nécessaires à l'insertion professionnelle des individus au profit de l'entreprise mobilisée, en adéquation avec les attendus de l'OPCO2i Nouvelle Aquitaine.

Lieu de la formation : dans l'entreprise

L'OPCO2i Nouvelle Aquitaine sera particulièrement attentive à la capacité de l'organisme de formation à adapter ses contenus et ses méthodes pédagogiques au public recruté.

A ce titre, seront plus précisément étudiés :

- Les profils des intervenants et leurs expériences (public, industrie)
- La répartition théorie/pratique sur chaque module de formation. La méthodologie utilisée pour amener progressivement les participants vers des notions abstraites à partir d'exemples concrets (TP et TD) ;
- Les équipements : plateaux techniques

Et toutes les modalités pédagogiques déployées (cas concrets, expérimentations...) pour faciliter l'acquisition de compétences.

Identification et sélection des bénéficiaires :

La thématique de formation de cet appel à propositions est ouverte aux demandeurs d'emploi au profit du recrutement des entreprises adhérentes 2i.

Pôle Emploi en lien avec l'organisme de formation et les entreprises engagées dans le dispositif, validera l'éligibilité des candidats à entrer dans le dispositif POEC.

Il appartient à l'organisme de formation de vérifier les prérequis des demandeurs d'emploi volontaires à suivre la formation.

Il assure le suivi et transmet à l'OPCO2i Nouvelle Aquitaine, les données obligatoires des bénéficiaires en utilisant les outils transmis par cette dernière.

Les évaluations :

Le prestataire proposera des grilles d'évaluation formalisées ou pourra proposer des outils d'évaluation. Dans ce cas, il décrira le process utilisé.

Evaluations intermédiaire et finale : Le prestataire procédera à des évaluations intermédiaires par module et à une évaluation finale de formation auprès de chaque stagiaire et la communiquera à l'OPCO 2i Nouvelle Aquitaine, Pôle emploi, ainsi qu'aux entreprises.

Il remettra à chaque stagiaire une attestation de compétences et de fin de stage.

3.3. Engagements du prestataire

Au-delà des engagements du fait de la prestation, l'organisme de formation devra respecter les engagements induits par la POE Collective :

- Rappeler le financement des POEC par l'Etat dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences (PIC) sur tout document de publicité et d'information, y compris les documents administratifs présentés aux stagiaires en apposant le logo du PIC et de Pôle Emploi sur les feuilles de présence par demi-journée.
- Transmettre à la direction régionale les informations utiles concernant le stagiaire, et notamment ses coordonnées mail, postales et téléphoniques pour permettre à l'OPCO 2i de suivre l'insertion du stagiaire dans l'emploi à l'issue de la POEC et six mois après.
- Renseigner les informations concernant les stagiaires sur le logiciel KAIROS. Une attestation de démarrage doit être remise à la direction régionale.
- Optimiser l'insertion des bénéficiaires en lien avec les directions régionales.
- Garantir :
 - Un service d'accueil de qualité, des salles de formation au standard d'équipement garantissant un confort réel des stagiaires, des espaces de pause équipés ;
 - Des formateurs salariés et expérimentés dans le domaine de compétence enseigné ;
 - Des supports de cours professionnels et respectant la réglementation en vigueur en matière de droit de la copie ;
 - Un numéro de déclaration d'activité valide ;
 - Un référencement à jour sur Qualiopi.
- Informer les stagiaires de la réalisation d'une enquête mail à l'issue de la formation et 6 mois après la fin de la formation
- Produire, en accompagnement de chaque facture émise, l'ensemble des pièces justificatives non comptables relatives à la réalisation de l'action, telles que les feuilles d'émargement signées par demi-journée par le formateur et les stagiaires.
- Permettre à tout contrôleur (collaborateur de Pôle Emploi ou organisme dûment missionné) d'accéder, en cours de réalisation des actions, aux locaux affectés à la réalisation des actions dans le cadre de visites sur place.

Pour respecter les engagements vis-à-vis de Pôle Emploi, il devra plus précisément :

- Publier l'offre dans la base CARIF OREF au plus tard 5 semaines avant le démarrage de la session de formation, avec le nombre exact de places de la session de formation, ainsi que les dates de réunion d'information et le nombre de places; le respect de ses obligations de communication à Pôle emploi (en tant qu'opérateur de la gestion de la liste) des données concernant le statut du demandeur d'emploi – inscription, entrée, assiduité, sortie - (décret du 9 mai 2017) en favorisant le respect de cette obligation par l'utilisation de l'appli KAIROS, interface d'échange dématérialisée entre Pôle emploi et l'organisme de formation. KAIROS reprend les informations de la base de l'Interarif concernant la formation ouverte (précisions techniques et fonctionnelles sur KAIROS en annexe 3 à destination de l'OPCO et de l'organisme de formation avec lequel il contractualisera si celui-ci n'est pas déjà utilisateur de KAIROS).

- Rédiger systématiquement l'intitulé de la formation démarrant par « PIC », pour faciliter la recherche textuelle des demandeurs d'emploi sur les POEC programmées sur [www.pole-emploi.fr/trouver ma formation](http://www.pole-emploi.fr/trouver-ma-formation), sur l'emploi store La bonne formation, sur l'appli mobile « ma formation », ainsi que la recherche des conseillers dans leur applicatif métier.

- Délivrer systématiquement au demandeur d'emploi une attestation de formation en fin de formation, lorsque celle-ci ne donne pas lieu à un titre, certificat ou diplôme reconnu au RNCP. Les compétences acquises par le demandeur d'emploi seront indiquées dans le bilan saisi dans KAIROS.

- Partager les méthodes, pratiques ou processus innovants, lors des réunions organisées dans le cadre de l'animation nationale.

Au-delà des engagements financiers, l'OPCO 2i via sa direction régionale 2i Nouvelle Aquitaine devra respecter les engagements induits par la POE Collective :

- s'assurer de l'adéquation du projet de formation avec les besoins identifiés (branches/territoires), la situation du bénéficiaire (positionnement), et les prérequis du poste visé ;
- s'assurer de la conformité du dossier, notamment en lien avec Pôle Emploi.

4. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS

Dossier complet

Compréhension de la demande

Qualité des méthodes pédagogiques

Expertise de l'organisme

Compétences des intervenants

Connaissance de nos branches (secteurs, activités, métiers...)

Proposition tarifaire

Sourcing des stagiaires

Suivi des stagiaires durant la POEC

Actions pour prévenir l'absentéisme

Suivi post-POEC

Annexe : Détail de vos charges financières

Liste des postes de charges	Préciser les charges correspondantes	Montant HT
Charges salariales des intervenants / paiement des prestataires externes		
Charges mise à disposition de salles et d'équipements (techniques et pédagogiques)		
Consommables		
Charges administratives		
Autres charges (certification, frais de déplacement formateurs...)		